

Populisme et paradoxes

Je partage au moins 70 % des idées présentées par Facal dans *Quelque chose comme un grand peuple*. Comme lui, je crois que l'équilibre budgétaire est justifié dans presque toutes les circonstances. Comme lui, je crois que cet équilibre budgétaire exige du gouvernement québécois des choix difficiles, notamment à propos de la couverture qu'offre l'assurance-maladie à nos concitoyens. Comme lui, je souhaite l'intégration des immigrants à la majorité francophone. Comme lui, j'ai des réticences en ce qui concerne la réforme scolaire. Et comme lui, l'atténuation des conflits dans les réinterprétations de l'histoire québécoise ne me convainc pas. Pourtant, le livre m'a déplu.

La principale raison de mon inconfort tient à la façon dont *Quelque chose comme un grand peuple* s'immisce dans le débat politique québécois. Depuis quelques années a lieu au Québec un débat qui oppose les tenants de ce que j'appellerai – à défaut de meilleurs termes – le républicanisme et le pluralisme. Ce débat a été particulièrement visible dans le cas des accommodements raisonnables, mais c'est à peu près le même débat que l'on retrouve à propos de l'enseignement religieux, de la réforme scolaire, de l'héritage de la Révolution tranquille et de l'histoire du Québec plus généralement. L'attachement à une nation francophone québécoise constituée sur une longue période motive les républicains alors que les pluralistes sont davantage motivés par l'évolution récente et à venir de cette nation, notamment grâce à l'apport de communautés immigrantes. *Quelque chose comme un grand peuple* situe manifestement Joseph Facal dans le camp des républicains, et là n'est pas le problème.

Pour mieux comprendre le problème, je vais détourner brièvement l'attention du livre de Facal pour expliquer comment le politologue que je suis conçoit le débat politique. Je suis particulièrement inspiré par un cadre d'analyse, le « *advocacy coalition framework* », développé par des chercheurs américains. Sans entrer dans les détails, ces chercheurs prétendent que l'action publique est motivée moins par des intérêts matériels que par la transposition dans les politiques publiques des valeurs de ceux qui s'y engagent. Or, dans les sociétés démocratiques, l'élaboration des politiques publiques semble presque toujours diviser les participants à l'action publique en deux coalitions ; c'est-à-dire que ceux-ci se situent presque tous plus près – quoiqu'à des distances variables – du cœur de l'une ou l'autre des coalitions, mais presque jamais parfaitement entre les deux. Le cœur des coalitions est formé de ceux qui portent leurs valeurs avec le plus de conviction. Le débat politique s'organise donc, d'une part, au sein de chacune des coalitions. Dans ces débats internes, les acteurs du centre tentent de rapprocher les participants les plus périphériques. D'autre part – et de manière plus fondamentale – le débat s'organise entre les coalitions qui défendent des valeurs concurrentes. Dans ce contexte, le défi des gouvernants est de prendre des décisions conformes à leurs propres valeurs, mais qui éviteront aussi l'aliénation de l'une ou l'autre des coalitions. Or, cela est possible seulement si le débat enrichit plus qu'il ne restreint les options de politiques publiques. Autrement dit, la réussite des gouvernants dépend de la qualité des débats politiques.

Le cadre théorique est pessimiste à propos des débats ; mes travaux m'amènent à l'être moins,

quoique le débat qui oppose républicains et pluralistes au Québec y donne raison. Son pessimisme tient aux stratégies auxquelles ont recours les participants qui se situent au cœur des coalitions. De manière plus précise, ces participants préféreraient rapprocher du centre les membres périphériques de la coalition plutôt que d'engager un débat susceptible d'enrichir les choix de politiques avec la coalition adverse. Pour attirer les membres vers le centre, le populisme est une stratégie commune^[1]. Cette stratégie comporte trois éléments interconnectés, soit : 1) la déformation des idées de la coalition adverse ; 2) l'identification aux gens dits « ordinaires », doublée d'allégations d'élitisme destinées à l'adversaire; et 3) l'exagération des torts que peuvent causer les idées de la coalition adverse. Bref, le populisme polarise les coalitions, il restreint plus qu'il n'enrichit les choix de politiques publiques et il augmente la difficulté d'élaborer des politiques acceptables au-delà d'une seule coalition. En plus de situer Joseph Facal au cœur de la coalition républicaine, *Quelque chose comme un grand peuple* utilise abondamment le populisme comme stratégie rhétorique. Voilà où réside mon inconfort avec ce livre.

Les républicains associent leurs adversaires à une école de pensée, le constructivisme. Il existe plusieurs variantes de cette école ; or, Facal ne se donne pas la peine de les distinguer, préférant l'utilisation des étiquettes (socioconstructivisme, déconstructionnisme, relativisme, chartisme...) pour mieux tourner au ridicule ses adversaires. Au centre de la théorie constructiviste se trouverait l'idée selon laquelle « tout est relatif » ; idée dangereuse s'il en est, puisque celle-ci amènerait à tout accepter : réinterprétation abusive de l'histoire, accommodements déraisonnables, échecs scolaires, et j'en passe. Autrement dit, Facal brandit le constructivisme comme un épouvantail, n'hésitant pas à assimiler l'ensemble de ses variantes aux plus radicales, en omettant de mentionner que ces dernières sont aussi les plus marginales.

On trouve des variantes plus anciennes et plus récentes du constructivisme dans plusieurs disciplines. Dans les sciences sociales, que je connais mieux, c'est à partir du début des années 1990 que cette école de pensée sort de la marginalité et commence à exercer une influence importante sur les théories. C'est aussi à ce moment que cette école parvient à se défaire de la critique relativiste ayant été apposée à la pensée d'une poignée de philosophes, littéraires et psychologues qui l'auraient supposément inspiré^[2]. Contrairement à ce que suggère Facal, la vaste majorité des constructivistes ne nient pas l'existence d'une réalité sociale. La plupart des constructivistes admettent même l'importance d'adopter des méthodes rigoureuses pour étudier de manière aussi précise que possible les événements et les phénomènes sociaux. Pour les constructivistes, cependant, le sens des événements et des phénomènes sociaux ne va pas de soi, c'est-à-dire qu'il ne découle pas de la nature ; il est plutôt construit par ses acteurs dans le contexte de débats politiques. De manière paradoxale, la pensée de Facal n'est elle-même pas dépourvue de constructivisme. Comme il l'affirme, une image de noirceur construite pour faire accepter la Révolution tranquille a été accolée au duplessisme dont personne ne nie l'existence. En révélant les intérêts politiques derrière le sens donné au duplessisme et en fournissant une autre interprétation de cette période historique, Facal montre que le sens des événements sociaux ne relève pas de la nature. Son analyse est ainsi constructiviste, en quelque sorte.

L'historien Jocelyn Létourneau, que Facal n'hésite pas à associer à un socioconstructivisme dangereux, ne fait rien de plus que de proposer lui aussi de nouvelles interprétations d'événements historiques. Facal prétend que les interprétations de Létourneau sont empreintes de biais politiques, comme si les siennes ne l'étaient pas. Pire encore, il affirme avec autorité que les interprétations de Létourneau sont fausses alors que les siennes sont vraies. Là réside sans doute une différence fondamentale entre Facal et la majorité des constructivistes, qui reconnaissent le danger que représentent les excès de l'autorité intellectuelle pour la démocratie^[3]. Si des historiens comme Létourneau jugent important de proposer de nouveaux univers de sens – d'ouvrir les esprits –, la vérité doit appartenir aux citoyens^[4]. En démocratie, c'est surtout à eux que revient la responsabilité ultime d'accepter ce qu'ils jugent vrai et de rejeter le reste, pas aux universitaires.

Je l'ai déjà dit, je trouve les interprétations de l'histoire québécoise que propose Facal bien plus convaincantes que celles proposées par Létourneau – envers qui je suis tout de même reconnaissant de m'ouvrir à des possibilités auxquelles je n'avais jamais songées. En tant que citoyen, cependant, je n'aime pas la façon dont Facal traite des idées des pluralistes. Exagérer, sinon déformer la pensée de l'autre pour mieux affirmer la supériorité de sa propre pensée ne peut que nuire au débat ; caricaturer polarise les camps et force le citoyen à en choisir un, ou plus tragiquement, à décrocher. Un débat qui cherche à enrichir les choix se fait de manière à rendre possible le dialogue entre les camps ; il est fait de perches tendues et d'exploration des points de convergence. Un tel débat n'est possible que si les participants prennent au sérieux les idées des uns et des autres, évitant de déformer même celles à propos desquelles la convergence est impossible.

D'ailleurs, il y a quelque chose de paradoxal dans l'attitude autoritaire de Facal à l'égard d'autres intellectuels, car il n'hésite pas à en blâmer quelques-uns, précisément pour leur excès d'autoritarisme. Par exemple, les dérives de la réforme scolaire, affirme-t-il, seraient entièrement attribuables à la suffisance d'une élite pédagogique qui sévirait au ministère de l'Éducation et dans les facultés de sciences de l'éducation. Un complexe « pédagogo-ministériel^[5] », dit-il. C'est là une belle façon de se déresponsabiliser, car, faut-il le rappeler, Joseph Facal siégeait au Conseil des ministres au moment où la réforme a été adoptée. Il y a sans doute d'importantes lacunes dans cette réforme qui visait d'abord à lutter contre le décrochage scolaire et qui n'y est pas parvenue. Cependant, c'est accorder beaucoup de pouvoir aux pédagogues socioconstructivistes que de laisser croire qu'ils mènent les écoles du Québec à une ruine encore plus grande que celle dans laquelle elles baigneraient déjà. Est-ce parce qu'on a introduit le concept de compétence, aussi transversale soit-elle, que les élèves ont cessé d'acquérir des connaissances ? Est-ce parce que la réforme encourage l'apprentissage par projets que les écoles ont cessé d'administrer des dictées aux élèves ? Bien sûr que non. La réforme n'est pas la transposition parfaite d'un socioconstructivisme radical ; elle est traversée, notamment, par le pragmatisme des enseignants d'expériences – qui ne font pas que lui résister – et elle est faite de compromis politiques^[6]. En présentant la réforme comme un raz-de-marée qui fauche tout sur son passage, Facal exagère grandement les torts que peuvent causer aux écoles les spécialistes de la pédagogie. Surtout, l'autoritarisme intellectuel nuit au débat, et le livre de Facal montre bien que cet autoritarisme n'est pas le seul fait des pédagogues.

Joseph Facal garde ses distances avec l'élite qu'il dépeint parfois comme déconnectée des préoccupations des citoyens. La déconnexion apparaît d'autant plus grande que la pensée de l'élite à laquelle il s'oppose est caricaturée. Nul besoin d'insister longuement pour convaincre le lecteur que le peuple québécois n'approuve pas le multiculturalisme de l'élite intellectuelle si, en plus de l'associer à Trudeau, on lui découvre des racines marxistes^[7]. Enfin, Facal n'hésite pas à présenter sa pensée comme le reflet des préoccupations du « vrai monde », comme si ces préoccupations formaient un bloc monolithique auquel il aurait un accès privilégié. On pourrait comprendre un tel populisme de la part d'un politicien ; il est plus difficile à saisir lorsqu'il provient d'un universitaire.

Il est d'autant plus difficile à saisir que la distance réelle qui sépare républicains et pluralistes est bien moins grande que le débat ne le laisse transparaître. Contrairement à plusieurs pays européens, le Québec n'a pas une élite intellectuelle et politique, aussi républicaine soit-elle, opposée à l'immigration. Aussi, ceux qui sont au cœur de la coalition pluraliste sont favorables à ce que le français soit la langue commune du Québec et que l'histoire du Québec y soit enseignée à tous. Il n'y a pas plus, chez les républicains, de nostalgie du passé canadien-français qu'il y a, chez les pluralistes, de volonté de transformer le Québec en mosaïque de cultures égales. Enfin, les analyses montrent que l'activisme judiciaire des tribunaux québécois et canadiens a jusqu'ici été modéré, même en matière d'accommodements pour les minorités culturelles. Il n'y a donc pas lieu de crier aux loups, d'autant qu'il existe dans la charte une clause permettant aux parlements de se soustraire à la plupart de ses

dispositions. Que des idées pluralistes fassent leur chemin jusqu'aux politiques publiques ne risque pas de précipiter le Québec dans l'abîme que décrit Facal. Et la même chose vaut pour les idées républicaines. En d'autres termes, les conditions semblent favorables à ce que le débat entre pluralistes et républicains enrichisse les options de politiques publiques, en évitant ainsi la polarisation et l'aliénation. La qualité du débat repose donc moins sur sa structure que sur la bonne volonté des participants.

Sans doute peut-on déplorer l'absence d'une telle volonté chez plusieurs pluralistes. Cela n'excuse cependant pas le populisme du livre de Facal, qui aurait dû être plus volontaire que ses adversaires.

Éric Montpetit*

NOTES

* Éric Montpetit est professeur agrégé au Département de science politique de l'Université de Montréal.

[1] Le « *advocacy coalition framework* » parle de « *devil shift* », que je traduis par la notion plus large de populisme.

[2] Facal ne mentionne que le philosophe français Michel Foucault. Or, peu de constructivistes des sciences sociales acceptent la filiation entre leurs idées et celles de Foucault, sinon que de manière très indirecte.

[3] La technocratie est la forme la plus poussée de ces excès.

[4] Les choses sont évidemment un peu plus compliquées que cela. Dans le monde universitaire, les pairs ont aussi un rôle à jouer dans l'établissement de la vérité, notamment en définissant les limites de ce qui est plausible grâce aux ancrages que fournissent les théories aux connaissances.

[5] L'expression est de Marc Chevrier, mais son utilisation abusive par Facal montre bien l'importance de la caricature dans sa pensée.

[6] Je crois utile de préciser que je n'ai que les connaissances du système scolaire que possède tout parent québécois scolarisé qui lit les journaux.

[7] À l'exception de Mathieu Bock-Côté, je ne connais aucun spécialiste des idées politiques au Québec, aussi constructiviste soit-il, prêt à reconnaître une filiation marxiste au multiculturalisme de Trudeau. Le multiculturalisme relève plutôt de la pensée libérale.